

# L'opposition

LUC VAN CAMPENHOUDT

éditorial  
LA REVUE NOUVELLE - NOVEMBRE 2011

**C**'est décidé, le gouvernement sera une tripartite traditionnelle, formée des socialistes, des libéraux et des sociaux-chrétiens. Bien qu'ayant négocié loyalement les accords les plus difficiles et indispensables, avec l'ambition légitime de gouverner, les Verts du Nord et du Sud, unissant leur sort, se retrouvent finalement dans l'opposition, aux côtés de la N-VA principalement. Toute l'attention se tourne désormais vers le gouvernement et son action. Dans sa plus ou moins longue traversée du désert, l'opposition n'est habituellement plus sous les feux de la rampe et semble n'exister que par ses critiques qui la piègent en même temps : ne donne-t-elle pas assez de la voix, elle est inexistante ; en donne-t-elle trop, on lui reprochera d'être « systématiquement négative ».

Or, un régime démocratique ne se caractérise pas seulement par un certain type de relation entre les dirigeants et les citoyens qui les élisent ; il se caractérise aussi par l'antagonisme entre une majorité et une opposition. Si le gouvernement a pour fonction d'agir pour traiter les problèmes d'intérêt général et mettre en œuvre une politique, bref de *faire*, l'opposition a pour fonction première et essentielle de montrer qu'il est possible de faire autre chose et/ou de faire les choses autrement<sup>1</sup>. Sa raison d'être est de convaincre qu'il existe toujours une alternative à ce que propose le gouvernement, et d'obliger celui-ci à justifier solidement ses décisions face au jugement des citoyens. C'est pourquoi on attend de l'opposition qu'elle ne se contente pas de critiquer, mais qu'elle élabore chaque fois des alternatives et soit capable de s'organiser efficacement à cette fin, comme le *shadow government* au Royaume-Uni. Plus que l'action du gouvernement face aux citoyens,

<sup>1</sup> Voir Niklas Luhmann, *Politique et complexité*, Cerf, 1999.

c'est la dialectique gouvernement-opposition face aux citoyens qui est constitutive de la dynamique démocratique. Il faut donc bien que certains assurent la fonction ingrate de l'opposition en espérant convaincre un maximum d'électeurs que s'ils accédaient au pouvoir, les choses se passeraient nettement mieux.

Dans l'atmosphère consensualiste ambiante, on tend à oublier que la démocratie a besoin d'antagonismes structurants. Comme le montrent les débats actuels sur la répartition des efforts exigés par l'austérité annoncée, loin d'être dépassé, l'antagonisme gauche-droite redouble aujourd'hui de pertinence. S'y sont ajoutés d'autres sur les problèmes de l'intégration européenne, du modèle de développement et de croissance, de l'environnement, du multiculturalisme et de l'immigration notamment. En Belgique, les compromis et les coalitions imposées par le mode de scrutin tendent à estomper les antagonismes. Qu'ils soient plutôt de droite ou plutôt de gauche, les partis au pouvoir — libéraux, socialistes et sociaux-chrétiens — pencheront tous peu ou prou vers le centre quand ils ne le revendiqueront pas franchement. Mais, « plus le centre se radicalise, plus les extrêmes prospèrent<sup>2</sup> », car beaucoup de citoyens voient alors dans l'extrémisme — incarné au niveau institutionnel par la N-VA — la seule manière d'exprimer leurs désaccords.

Le problème devant lequel se sont trouvés les négociateurs et, en particulier, le formateur, en ce début d'octobre, était cornélien. Si les huit partis ayant négocié les accords avaient composé ensemble un « gouvernement d'union nationale » comme le réclamaient les francophones, ils auraient ouvert un boulevard aux nationalistes flamands qui auraient alors bénéficié du quasi-monopole de l'opposition et donc de la critique et de l'alternative ; une opposition séparatiste et nationaliste dont la voix aurait été d'autant plus forte qu'elle aurait eu face à elle une majorité trop hétéroclite pour ne pas rapidement étaler ses profondes divisions. Si, par les accords conclus, « le séparatisme est en train de perdre la bataille », selon la formule de Charles Michel, il n'est pas encore certain qu'au bout du compte, il perdra la guerre.

Cette issue, celle du pire sans doute, est donc écartée puisque, en excluant les Verts sous le diktat de l'Open-VLD et du CD&V, le formateur a privé en même temps la N-VA du quasi-monopole de l'opposition et offert au pays une seconde opposition qui s'exprimera à l'intérieur d'un consensus sur l'avenir de l'État fédéral. Mais pas pour le meilleur au regard des enjeux actuels qui concernent la protection des plus faibles, le modèle de développement, la politique d'asile et, *last but not least*, les pratiques en matière de gouvernance, sur lesquels les Verts

---

2 André-Gérard Slama, *L'angélisme exterminateur. Essai sur l'ordre moral contemporain*, Grasset, 1993.

sont les plus à même de concevoir des projets alternatifs et des solutions novatrices. L'enjeu est alors que cette période d'opposition ne marginalise pas les deux partis verts, leur discours et leur programme dans une période historique où ils sont devenus une composante indispensable de la vie politique.

Entretemps, obligé de se défendre sur deux fronts simultanément, celui des nationalistes flamands qui s'engouffreront dans les moindres failles du fonctionnement de l'État et celui des verts qui l'attaqueront sur son conservatisme, ce gouvernement sera encore moins que les précédents une sinécure. ■